

Perspectives étrangères et françaises pour 1983 et 1984

Départements des diagnostics et d'économétrie de l'OFCE

Les prévisions quantitatives comportent deux parties :

— des prévisions relatives à l'environnement international, établies sous la responsabilité du département des diagnostics, présentant notamment l'évolution attendue de nos principaux partenaires (USA, RFA, Royaume-Uni et Italie) et de la demande mondiale adressée à la France ;

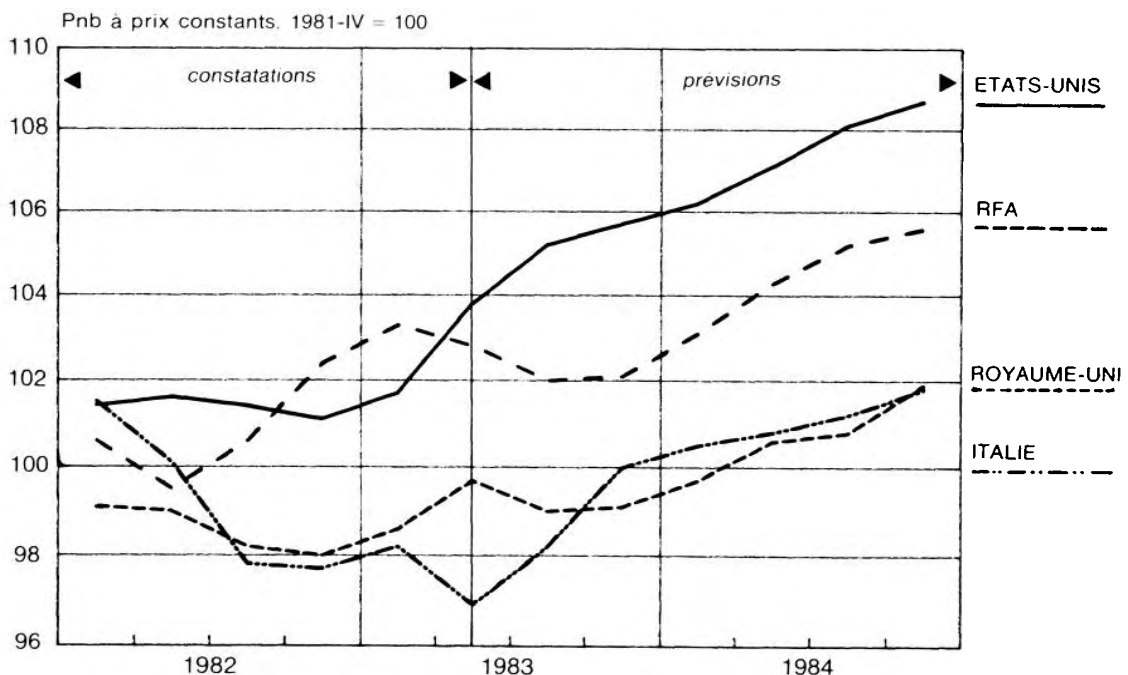
— une prévision à court terme de l'économie française et des simulations illustrant certains aléas, réalisées à l'aide des modèles de l'OFCE (modèle annuel puis ultérieurement modèle trimestriel), sous la responsabilité du département d'économétrie.

Les perspectives françaises et les simulations ont été établies à l'aide du modèle « OFCE-Annuel » construit à l'OFCE à partir du modèle Mini-DMS de l'INSEE et géré par l'OFCE sous sa seule responsabilité. Le modèle « OFCE-Annuel » est opérationnel depuis mars 1983. De taille moyenne (260 équations dont une centaine économétriques), il décrit l'ensemble des opérations réelles et financières de l'économie (TES agrégé, TEE et TOF). Une présentation synthétique du modèle se trouve dans le présent numéro de la revue.

L'Environnement international de la France

ÉTATS-UNIS Equilibre de biens et services En volume aux prix de 1972	Niveaux 1982 (milliards de dollars 1972)	Variations par rapport à la période précédente, cvs										
		Années			Trimestres							
		1982	1983	1984	1983				1984			
					I	II	III	IV	I	II	III	IV
PNB	1 485,4	- 1,9	2,7	3,2	6,6	2,1	1,3	0,5	0,5	0,8	0,9	0,6
Importations	118,4	1,5	5,1	8,4	2,9	6,2	3,0	4,0	2,0	2,5	1,0	0,5
Ressources	1 603,8	- 1,6	2,9	3,6	0,8	2,4	1,4	0,8	0,6	0,9	0,9	0,6
Consommation des Ménages	970,2	1,4	4,0	2,8	0,7	2,4	0,5	0,6	0,5	0,8	0,7	0,3
Consommation Publique	291,8	1,8	1,0	2,2	- 2,3	- 0,2	1,0	1,0	0	0,5	1,0	0,5
FBCF	203,9	- 6,9	5,5	5,9	2,1	3,7	3,9	2,0	0,3	1,2	2,1	2,8
dont logement	37,8	- 15,4	38,4	14,5	12,1	12,5	10,0	5,0	1,0	2,0	5,0	5,0
productivité	166,1	- 4,8	- 1,9	3,1	- 0,4	1,2	2,0	1,0	0	1,0	1,0	2,0
Exportations	147,3	- 7,8	- 9,3	0,2	1,0	- 2,3	- 2,0	- 0,5	0,7	0,5	1,0	1,0
Emplois hors stocks .	1 613,2	- 0,5	2,4	2,9	0,3	1,7	0,8	0,8	0,4	0,8	1,0	0,7
Δ des stocks	- 9,4	- 9,4	- 2,5	9,0	- 15,4	- 4,5	5,0	5,0	8,0	10,0	10,0	8,0
(milliards dollars 1972)												
Prix à la consommation		6,3	3,2	5,0	- 0,1	1,0	1,0	1,2	1,3	1,5	1,3	0,9

RFA Equilibre de biens et services En volume aux prix de 1976	Niveaux 1982 (milliards de DM 1976)	Variations par rapport à la période précédente, cvs										
		Années			Trimestres							
		1982	1983	1984	1983				1984			
					I	II	III	IV	I	II	III	IV
PNB	1 246,7	- 1,1	0,5	1,6	0,6	1,1	- 0,7	0,1	0,6	0,9	0,2	1,1
Importations	362,8	0,7	1,0	2,1	1,5	2,5	1,6	- 0,7	- 0,4	0,4	0,9	0,7
Ressources	1 609,5	- 0,7	0,6	1,9	0,8	1,4	- 0,4	0,4	0,3	0,8	0,6	0,9
Consommation des Ménages	688,4	- 2,2	0,8	0,9	1,8	0	- 0,5	0,5	0,4	0,2	0,3	0,4
Consommation Publique	248,7	- 1,1	0,3	- 0,5	0,3	0,3	0,2	0	- 0,5	0	0	0
FBCF	246,8	- 5,4	2,5	3,4	- 4,1	5,6	1,6	- 0,8	- 0,3	2,3	- 0,8	2,9
dont équipement	102,2	- 6,7	5,7	2,1	2,7	4,2	0,7	- 1,8	1,5	0,7	- 0,4	1,1
bâtiment	144,7	- 4,5	0,2	4,3	- 8,8	6,7	2,2	0	- 1,6	3,6	- 1,0	4,3
Exportations	420,0	3,6	- 1,1	4,3	- 1,3	0,1	0,6	0,5	1,4	1,5	1,3	1,5
Emplois hors stocks .	1 603,9	- 1,1	0,4	2,0	- 0,2	0,9	0,2	0,2	0,4	0,8	0,4	1,0
Δ des stocks	5,5	5,5	9,2	5,0	1,9	3,8	1,9	1,6	1,5	1,5	1,0	1,0
(milliards DM 1976)												
Prix à la consommation		5,3	2,8	2,6	0	0,4	1,1	0,4	0,7	0,6	0,7	0,5

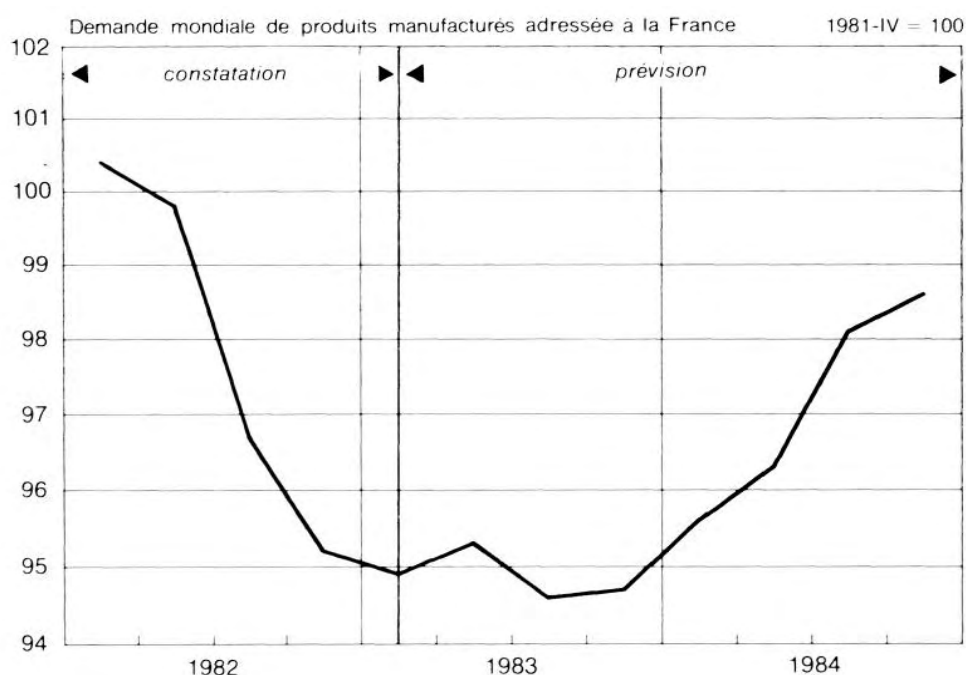


L'Environnement international de la France

ROYAUME-UNI Equilibre de biens et services En volume aux prix de 1975	Niveaux 1982 (milliards de livres 1975)	Variations par rapport à la période précédente, cvs										
		Années			Trimestres							
		1982	1983	1984	1983				1984			
					I	II	III	IV	I	II	III	IV
PIB*	112,73	1,3	1,7	2,0	0,9	-0,5	-0,8	0,1	1,0	1,2	0,8	0,4
Importations	35,60	5,0	4,4	3,8	3,7	0,7	1,9	1,7	-0,5	1,5	1,2	0,7
Ressources	148,33	2,2	2,4	2,4	1,6	-0,2	-0,1	0,5	0,6	1,3	0,9	0,5
Consommation des Ménages	72,69	1,1	2,6	0,8	-0,6	0,7	0,7	0,5	-0,3	0,5	0	-0,5
Consommation Publique	24,61	1,2	2,1	0,7	1,1	-0,5	0,2	0,5	0,5	-0,3	0	0,4
FBCF	19,63	5,1	2,1	2,8	1,1	1,0	-2,0	-0,5	+2,0	1,5	1,0	1,2
dont productive	17,00	4,0	1,6	2,0	1,2	0,5	-1,6	-1,2	1,2	2,6	-0,2	2,3
logement	2,63	13,1	5,8	8,7	0,7	4,9	-4,6	4,2	7,5	-5,2	9,5	-5,5
Exportations	32,47	0,6	1,6	3,9	0,5	-1,0	1,9	0,9	0,7	1,0	1,2	1,5
Emplois hors stocks	149,07	1,4	2,2	1,7	0,1	0,2	0,5	0,5	0,3	0,6	0,4	0,3
Δ des stocks (milliards livres 1975)	-0,75	-0,75	-0,53	+0,53	0,10	-0,05	-0,3	-0,28	-0,17	+0,08	0,28	0,34
Prix à la consommation		8,6	4,8	6,1	0,6	1,1	1,2	1,7	1,9	0,7	2,0	1,4

* Sur la base des dépenses.

ITALIE Equilibre de biens et services En volume aux prix de 1970	Niveaux 1982 (milliards de lire 1970)	Variations par rapport à la période précédente, cvs										
		Années			Trimestres							
		1982	1983	1984	1983				1984			
					I	II	III	IV	I	II	III	IV
PIB	21 345	-0,3	-1,1	2,8	0,5	-1,3	1,3	1,9	0,5	0,3	0,4	0,6
Importations	4 504	2,1	-1,0	7,6	0	-1,2	1,2	1,9	2,7	2,0	1,8	2,2
Ressources	25 849	0,1	-1,0	3,6	0,4	-1,3	1,3	1,9	0,9	0,6	0,6	0,9
Consommation des Ménages	13 710	0,3	-0,5	2,6	-0,6	-0,6	0,6	1,4	1,0	0,5	0	0,1
Consommation Publique	3 177	1,8	1,8	2,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
FBCF	3 583	-5,3	-6,1	1,0	-3,6	-1,8	-0,6	0,6	0,5	0,4	0,5	0,9
dont bâtiment	1 909	-2,7	-4,0	0,3	-1,0	-2,0	-1,0	+1,0	0,5	0	0	0,5
équipement	1 674	-8,1	-8,4	1,8	-6,6	-1,5	0	0	0,5	1,0	1,0	1,5
Exportations	5 207	1,2	0,1	4,6	5,6	+1,0	+1,0	+3,0	1,0	1,0	2,5	3,0
Emplois hors stocks	25 677	0	-0,9	2,7	0,4	-1,3	0,9	1,5	0,9	0,6	0,6	0,9
Δ des stocks (milliards de lire 1970)	172	172	125	350	0	0	200	300	300	500	300	300
Prix à la consommation		16,3	14,8	12,2	2,9	3,2	3,2	3,0	3,0	2,6	3,0	2,6



Les perspectives de l'économie française en 1983-1984 (*)

Après avoir rappelé les hypothèses d'environnement international telles que formulées par le département des diagnostics de l'OFCE, on présente les prévisions macroéconomiques relatives aux années 1983-1984. La dernière partie examine les conséquences, sur la prévision de référence, des incertitudes concernant l'évolution du dollar et celle du pouvoir d'achat du SMIC en 1984.

L'environnement international en 1983-1984

Le tableau ci-dessous résume les hypothèses relatives à l'environnement international de la France qui ont été utilisées pour la projection économique 1983-1984. Il permet en outre de situer les perspectives françaises, décrites ci-après, par rapport à l'extérieur.

Tableau 1
*Principales hypothèses relatives
à l'environnement international de la France*

Variations annuelles en %	1982	1983	1984
PIB étranger pondéré (*) (en volume)	- 0,5	0,2	1,9
Demande mondiale pondérée (en volume)	- 2,1	- 2,7	3,5
Prix du PIB étranger pondéré (en devises)	8,2	6,1	5,4
Prix à l'exportation pondéré des concurrents (en devises)	7,3	3,5	4,5
Prix à la production pondéré des partenaires commerciaux (en devises)	7,0	4,2	4,5
Taux d'intérêt étranger pondéré (en point)	11,6	8,7	8,5

(*) Par la structure géographique de nos exportations en 1980.

L'année 1983

L'année 1982 a été caractérisée par une progression relativement rapide de la demande interne dans un environnement international déflationniste. Le différentiel de croissance entre la France et l'étranger a été d'environ 2 points : + 1,6 % contre - 0,5 % pour le PIB étranger pondéré par la structure de nos exportations (cf. ci-dessus).

En 1983, la progression de la consommation serait sensiblement réduite par les différentes mesures de rigueur prises depuis un an mais, comme nous l'avons déjà prévu en juin, celle-ci resterait néanmoins positive (+ 0,8 %). La réduction de la demande interne alliée aux trois dévaluations devrait permettre, d'une part, aux exportations de progresser légèrement en 1983 (+ 0,7 %) malgré la nouvelle chute, en moyenne annuelle, de la demande mondiale et, d'autre part, une réduction des importations en volume (- 2,2 %). Alors que la contribution du solde extérieur a été

(*) Département d'économétrie, sous la responsabilité d'Alain Fonteneau.

fortement négative en 1982 (- 2,1 points), elle serait positive en 1983 (+ 0,7 point). En conséquence, malgré le recul des investissements (- 2,5 %) dû, en particulier aux achats de logement des ménages, la croissance française devrait rester positive cette année : + 0,2 % ce qui est comparable à la croissance étrangère pondérée (cf. ci-dessus).

Conformément à ce que nous avons annoncé en juin, le déficit de la balance des biens et services serait de l'ordre de 60 milliards cette année et la progression du chômage (mesurée par les DEFM) modérée : + 40 000 personnes, en moyenne annuelle, de 1982 à 1983. La hausse des prix mesurée par l'indice de prix implicite de la consommation des ménages, devrait se situer légèrement au-dessus de 9 %, le taux de salaire horaire ouvrier progresserait d'un peu plus de 11 %. Les prestations sociales sembleraient évoluer moins favorablement que ce que nous avons anticipé en juin (+ 2 % contre + 2,9 % du pouvoir d'achat) si bien que la perte de pouvoir d'achat du revenu disponible pourrait atteindre 0,3 % cette année. Alliée au nouveau recul des achats de logement (- 6,3 %) qui se retrouve en partie en consommation, cette diminution du revenu devrait entraîner une baisse du taux d'épargne des ménages d'environ 1 point (cf. tableau 4).

Les perspectives pour 1984

L'évolution nettement plus favorable de l'environnement international en 1984 devrait en partie compenser l'impact restrictif de la politique économique. La contribution des échanges extérieurs à la croissance serait de 0,7 point (cf. tableau 2) alors que l'ensemble des autres éléments de la demande aurait une contribution globalement nulle. La croissance de l'économie française serait donc encore positive (+ 0,7 %) mais nettement inférieure à la croissance du PIB étranger pondéré par la structure géographique de nos échanges extérieurs (+ 1,9 %).

Par rapport à notre prévision de juin, les dépenses des ménages connaîtraient une évolution encore plus défavorable en raison des mesures fiscales introduites dans le budget de l'année prochaine. La progression de la consommation globale serait toujours positive : + 0,7 % contre + 1,1 % prévue en juin et + 0,8 % estimé pour cette année, mais la consommation en produits industriels (automobiles, électroménager, etc.) serait sensiblement réduite (- 2,4 %). Quant à l'investissement en logement, il connaîtrait un nouveau recul (- 5 % après - 6,3 % cette année et - 5 % en 1982).

Les dépenses des entreprises baisseraient également (- 0,2 % pour l'investissement et - 0,1 % de contribution à la croissance pour les variations de stocks) mais dans des proportions moindres que cette année, en effet, la situation financière des entreprises privées pourrait se redresser légèrement par suite de l'amélioration des termes de l'échange et de l'évolution plus modérée des rémunérations.

Alors que les dépenses des administrations (consommation + investissement) progressaient d'environ 2 % par an au cours des quatre dernières années, elles devraient connaître une chute de 2 % l'année prochaine, une part importante des budgets de fonctionnement devant être maintenue

en termes nominaux et les dépenses d'équipement des collectivités locales réduites.

Compte tenu des hypothèses relatives à la croissance et de l'évolution attendue de la productivité, *l'emploi total* devrait à nouveau régresser en 1984 (- 0,6 %). L'emploi industriel continuerait à décroître d'environ 2 %. Le nombre des demandeurs d'emplois croîtrait de 110 000 personnes, en moyenne annuelle, entre 1983 et 1984 (cf. tableau 3).

L'augmentation *des prix à la consommation* devrait se situer autour de 7,5 %, soit pratiquement 6 points en dessous des taux observés en 1980-1981. La décélération au cours des années 1983-1984 qui serait enregistrée (environ 2 points par an en moyenne) serait appréciable, pour l'économie française, où le ralentissement de l'inflation est traditionnellement très difficile à obtenir. Cette performance serait néanmoins insuffisante pour combler totalement le différentiel d'inflation entre la France et l'étranger ; en effet, d'après nos prévisions, le prix du PIB étranger progresserait seulement de 5,4 % l'année prochaine (cf. tableau 1).

En ce qui concerne l'évolution *des salaires*, nous avons fait l'hypothèse que le pouvoir d'achat du SMIC continuerait à progresser de 3,5 % l'année prochaine. Sous l'influence de la politique des revenus et du niveau du chômage, la progression du taux de salaire horaire ouvrier devrait continuer à ralentir : + 9,6 % en termes nominaux (soit 1,9 % en pouvoir d'achat) contre 11,4 % en 1983 et 15,4 % en 1982. Quant aux prestations sociales, elles continueraient à croître modérément (+ 2,3 % en pouvoir d'achat). Sous ces hypothèses, le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages serait maintenu au même niveau que cette année. Dans le cas où le SMIC augmenterait moins rapidement (cf. ci-après) le revenu disponible connaîtrait une légère baisse en terme réel.

Le déficit de *la balance commerciale* reviendrait aux environs de 15 milliards sur l'ensemble de l'année. Ce bon résultat — comparé aux quatre dernières années — conjugué avec la réduction de notre différentiel d'inflation, devrait permettre une dépréciation modérée du taux de change effectif du franc au cours de l'année prochaine : 3,9 % contre 5,5 % en 1983 et 7,7 % en 1982 (cf. tableau 5).

Au total, l'amélioration de l'environnement international que nous prévoyons devrait permettre à la France de résorber son déficit extérieur sans connaître de véritable récession. Toutefois, le ralentissement de la hausse des prix serait insuffisant pour annuler le différentiel d'inflation avec l'étranger.

Tableau 2
Ressources et emplois de biens et services

en milliards de francs aux prix de 1970

	Niveau (en milliards de F 1970)	Taux de croissance par rapport à l'année précédente		
		1982	1983	1984
Produit intérieur brut (PIB).....	1 139	1,6	0,2	0,7
dont PIB marchand	1 031	1,7	0,1	0,7
Importations	279	4,8	-2,2	1,0
Total des ressources	1 418	2,2	-0,2	0,7
Consommation finale des ménages	751	3,3	0,8	0,7
Consommation finale des administrations.	151	2,2	1,2	-2,0
Formation brute de capital fixe	240	0,5	-2,5	-1,4
dont : Sociétés et entreprises individuelles	141	2,5	-1,5	-0,2
Ménages.....	53	-5,0	-6,3	-5,1
Administrations publiques	30	0,4	-0,5	-1,0
Exportations	263	-3,7	0,7	4,1
Emplois hors stocks	1 405	1,3	0,3	0,9
Contribution à la croissance :				
• des variations de stocks	13,3	1,1	-0,7	-0,1
• du solde extérieur	-16,2	-2,1	0,7	0,7

Tableau 3

Emploi, durée du travail, productivité, chômage

	1982	1983	1984
<i>Taux de croissance annuel en %</i>			
— Branches marchandes non agricoles et non financières.			
• Durée hebdomadaire du travail	-2,7	-1,2	-1,1
• Effectifs (salariés et non salariés)	-0,4	-1,0	-0,9
dont industrie	-1,7	-2,2	-2,0
• Productivité horaire apparente du travail ..	4,6	2,7	3,0
dont industrie	5,2	2,8	3,7
— Effectifs des services non-marchands, des organismes financiers et des assurances	2,0	0,8	0,5
— Emploi intérieur total	-0,1	-0,6	-0,6
<i>Niveau (moyenne annuelle en milliers)</i>			
— Demandes d'emplois en fin de mois (DEFM) .	2 008	2 050	2 160
— Chômeurs selon la définition du BIT (PDRE) ..	1 868	2 010	2 160

Tableau 4

Prix, pouvoir d'achat

Taux de croissance annuel moyen

	1982	1983	1984
Prix implicite de la consommation	10,9	9,2	7,7
Taux de salaire horaire ouvrier	15,4	11,4	9,6
Pouvoir d'achat (*) du SMIC brut	6,0	3,5	3,5
Pouvoir d'achat (*) des prestations sociales	7,6	2,1	2,3
Pouvoir d'achat (*) du revenu disponible brut des ménages	3,0	- 0,3	0,1
Taux d'épargne brute des ménages	15,5	14,5	13,9

(*) Déflateur : prix implicite de la consommation.

Tableau 5

Commerce extérieur, taux de change

	1982	1983	1984
<i>Taux de croissance en volume (prix 1970)</i>			
• Importations totales	4,8	- 2,2	1,0
dont industrie	7,1	- 2,2	0,9
• Exportations totales	- 3,7	0,7	4,1
dont industrie	- 3,9	0,7	4,3
<i>Taux de croissance des prix en francs</i>			
• Prix des importations	10,7	8,0	5,6
dont prix des importations énergétiques	19,0	7,5	2,2
• Prix des exportations	15,6	11,4	8,6
<i>Solde extérieur de biens et services</i> (en milliards de F)	- 96	- 60	- 15
<i>Taux de change effectif du franc (*)</i> (variation annuelle en %)	7,7	5,5	3,9
Taux de change \$-FF	6,57	7,55	7,75
Taux de change \$-DM	2,43	2,54	2,46

(*) un signe (+) correspond à une dépréciation du franc.

Incidence d'un maintien du dollar à 8 francs en 1984

Dans notre prévision de référence, nous prévoyons une baisse du dollar en 1984 : celui-ci vaut 7,75 francs contre environ 8 francs actuellement. Mais l'expérience passée montre qu'il est extrêmement difficile d'anticiper l'évolution du cours du dollar, c'est pourquoi nous avons effectué une simulation avec le modèle « OFCE-Annuel » des conséquences d'un dollar à 8 francs, en moyenne, au cours de l'année 1984. Les autres éléments relatifs à l'environnement international sont supposés inchangés. Le ta-

bleau 6 indique quelle est l'incidence de cette hypothèse sur les principales variables macro-économiques.

Un dollar plus fort accroîtrait le prix du pétrole et des matières premières importés exprimés en francs. Il en résulterait une augmentation supplémentaire immédiate du prix de la consommation des ménages et des consommations intermédiaires des entreprises qui se répercuterait sur les prix à la production et toucherait progressivement l'ensemble des produits. En moyenne annuelle, la hausse des prix à la consommation serait supérieure de 0,5 point par rapport à la référence.

L'indexation des salaires sur les prix se faisant avec un certain retard, la hausse des prix entraînerait une chute du pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages de 0,2 % ce qui se traduirait par une baisse du taux d'épargne de 0,1 % point et un nouveau ralentissement de la consommation de 0,15 point.

La détérioration des résultats des entreprises due à la hausse des coûts intermédiaires, conjuguée à la baisse de la demande interne engendrerait un recul supplémentaire de l'investissement de 0,2 point. Les exportations seraient par contre légèrement stimulées par les gains de compétitivité et l'augmentation du surplus exportable résultant du nouveau ralentissement de la demande intérieure. Au total la croissance du PIB serait ralentie de 0,1 % en moyenne annuelle.

L'amélioration des termes de l'échange serait plus faible : 2 points contre 3 points dans le compte de référence. Cependant, le ralentissement de l'activité en France et la hausse légèrement plus forte des exportations permettrait de limiter le déficit commercial à 20 milliards en 1984 (contre 15 dans la prévision de référence).

Tableau 6

Hypothèses alternatives sur le dollar et la hausse du SMIC en 1984

Variantes	Dollar à 8 F (contre 7,75 F)	Hausse du pouvoir d'achat du SMIC plus faible (+ 1,5 % contre + 3,5 %)
Incidence sur		
<i>Taux de croissance annuel</i>		
• PIB marchand (en volume)	- 0,1	- 0,0
• Importations (en volume)	- 0,2	- 0,0
• Consommation des ménages (en volume) .	- 0,15	- 0,1
• Investissement total (en volume)	- 0,2	+ 0,15
• Exportations (en volume)	+ 0,1	+ 0,1
• Prix à la consommation	+ 0,5	- 0,3
• Pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages	- 0,2	- 0,2
<i>Niveau</i>		
• Balance commerciale (en milliards de F) ..	- 5,1	0

Incidence d'une hausse du pouvoir d'achat du SMIC plus faible en 1984

Le pouvoir d'achat du SMIC augmente de 3,5 % en 1984 dans le compte de référence. Compte tenu des objectifs officiels relatifs à la hausse des prix et des salaires on peut considérer que cette progression est trop optimiste. Elle entraîne de plus un resserrement sensible de l'éventail des salaires ouvriers. Quelle serait l'incidence d'une croissance moindre du pouvoir d'achat du SMIC de 2 points en 1984 ? (cf. tableau 6).

Une hausse plus faible du SMIC entraînerait une hausse moins rapide des salaires et des prix (- 0,3 % point par rapport à la référence) et exercerait des effets contradictoires sur la croissance. La consommation des ménages serait encore freinée (- 0,1 point) tandis que l'amélioration de l'autofinancement des entreprises entraînerait, à court terme, un supplément d'investissement de 0,2 point. L'amélioration de la compétitivité permettrait une hausse supérieure des exportations de 0,1 point en volume. La balance commerciale ne serait pratiquement pas modifiée en raison de la part importante des biens d'équipement importés.

Au total, dans cette hypothèse, la croissance serait pratiquement identique mais les ménages verraient le pouvoir d'achat de leur revenu disponible baisser de 0,1 point. Par contre la hausse des prix serait plus faible (+ 7,4 % contre + 7,7 % dans le compte de référence).